

lettre du brexit **Marc Roche**

Apporter la bouilloire à la théière et non pas l'inverse

C'est bien connu, le vrai supporter de football est un pur qui défend une grande cause.

C'est pourquoi le match du 28 juin entre la Belgique et l'Angleterre pose un cruel dilemme à l'auteur de ces lignes. Doit-il continuer à soutenir les Diables rouges comme il l'a fait toute sa vie ou doit-il faire allégeance, pour la première fois, à l'équipe aux Trois lions? Le choix est ardu. En effet, votre serviteur va devenir prochainement sujet de Sa Majesté tout en conservant la nationalité belge.

Clameurs ferventes et couleurs des oriflammes. Fini le suspense, chers lecteurs! Je soutiendrai les Diables une nouvelle fois. Pour votre compréhension, je n'ai toujours pas pardonné à l'Angleterre d'avoir voté en faveur du départ de l'Union européenne lors du fatidique référendum qui s'est déroulé le 23 juin 2016.

Deux ans déjà

Deux ans déjà. Le Brexit a douloureusement affecté mon existence. Le choc a été d'autant plus rude que je n'avais rien vu venir.

La première raison de cet aveuglement était simple: je ne connaissais pas un seul Brexiter. Mon entourage a voté « Remain » comme un seul homme. Je soupçonnais l'un ou l'autre de mes amis les plus droitiers d'avoir fait le choix inverse, mais, redoutant sans doute mes plaisanteries méprisantes, ils avaient préféré taire leur décision.

Tout va très bien Madame la marquise! Bien au chaud dans le cocon protecteur de l'Union européenne, j'aurais pu écouter ad vitam aeternam la célèbre chanson. J'avais tort sur toute la ligne. Le royaume profond, qui fait les élections, voulait claquer la porte.

Le second motif de mon égarement était que l'essentiel de mon activité professionnelle avait été consacré à couvrir les affaires, bonnes et mauvaises, de la City. Or la communauté tribale qui travaille dans la plus an-

cienne et la plus importante place financière européenne, voire mondiale, était opposée au Brexit.

Réalités croisées

En tant que chroniqueur financier, je ne côtoyais que des professionnels londoniens ou new-yorkais de la finance au power look aussi impressionnant que leur compte en banque. Mes

contacts m'invitaient dans les restaurants à la mode qui servent des légumes bouillis au prix du caviar. Quand je quittais Londres pour partir en reportage, c'était pour prendre l'Eurostar ou l'avion, destination les quatre coins du monde.

J'ignorais tout des industriels et des besogneux de province qui avaient mal vécu l'afflux des ressortissants des pays de l'Est. Les jeunes immigrants assidus à la tâche s'étaient facilement fondus dans leur nouveau port d'attache. A l'inverse de tant de leurs collègues anglais, les peintres en bâtiment, plombiers ou jardiniers « venus du froid » ne disparaissaient pas subitement et sans fournir d'explications pour aller au pub, chez les bookmakers ou effectuer un autre petit boulot.

Je n'avais pas saisi l'importance de la question de l'identité nationale dans le choix du Brexit.

Il est vrai que le concept est difficile à cerner, comme l'explique l'historien conservateur Andrew Roberts, « *L'identité compte sans qu'on sache très bien la définir. La liberté? La tolérance? La démocratie parlementaire? La royauté? Ces symboles existent dans bon nombre de pays de l'Union européenne. La patrie, c'est un peu comme un amour très fort qui n'ose pas dire son nom.* »

Le contrecoup du référendum a été rude. Deux ans plus tard, le Brexit divise toujours familles, amis et collègues de travail. En assistant à des prises de bec parfois haineuses, les deux dessins du dessinateur humoristique Caran d'Ache faisant référence à

l'affaire Dreyfus me sont souvent venus à l'esprit. Dans le premier, une tableée discute calmement. « *Surtout ne parlons pas de l'affaire* », dit l'un des invités. Le second montre les dîneurs en venir aux mains avec comme légende, « *ils en ont parlé* ».

Un nouveau sujet de sa Majesté

Avant le référendum, je n'aurais jamais pensé avoir le privilège, que dis-je, l'honneur insigne de devenir britannique. En tant que ressortissant d'un pays de l'UE, je me sentais chez moi. Bruxellois de naissance, éduqué à l'athénée de Saint-Gilles et à l'ULB, journaliste puis chroniqueur au *Soir*, j'étais devenu au fil de plus de trois décennies passées à Londres plus anglais que les Anglais. Toutefois, à la suite du vote, je me suis dit « *mais que va-t-il*

se passer dans les prochaines années »? J'ai été saisi par un sentiment d'urgence. Dans le climat délétère créé par le Brexit, je me méfie des promesses des politiciens.

Après avoir reçu le sésame, la carte bleue de résidence permanente, j'ai déposé, à la maison communale de mon quartier, une demande d'obtention d'un passeport à l'effigie d'Elizabeth II. Vu mon âge, 67 ans, je suis exempté du test de culture britannique, couvrant l'histoire, la politique, les sports ou encore la cuisine. Le futur sujet doit faire allégeance à la Reine et s'engager à respecter les lois et les valeurs démocratiques de la nouvelle patrie lors d'une cérémonie au Kensington & Chelsea TownHall.

Voilà. Tout est dit ou presque. J'obtiendrai mon deuxième passeport dans le courant 2019, lorsque les amarres avec l'Union européenne auront été rompues dans le cadre du Brexit. Au bout du compte, devenir sujet d'Elizabeth II est une tâche aisée quand on sait qu'il a fallu au moins un siècle de présence britannique en Inde pour savoir faire correctement le thé en apportant la bouilloire à la théière et non pas l'inverse. ■